

- P7 - Tous les cadavres n'ont pas la même odeur
- P8 - Projet de loi sur la santé
- P9 - La tortue et la tortue
- P10 - Gaz de France
- P11 - Mieux vaut Qatar que jamais

- P2 - Le Kazakhstan
- P3 - "La pravda si je mens"
- P4 - Varoufakis et le menton de l'emploi
- P5 - Ôcalan est-il sud-africain ?
- P6 - Ce n'est pas le pen d'en parler

## ¿ Podemos tambien<sup>1</sup> ?

Aux élections municipales et régionales espagnoles de ce mois de mai, le mouvement Podemos et ses alliés locaux ont connu une réussite électorale sans précédent, se retrouvant en tête dans les villes de Barcelone et Madrid. Podemos est issu du mouvement des Indignados qui avaient occupé les places des grandes villes en 2011. Cette nouvelle force politique vient concurrencer les grands partis traditionnels qui alternent au pouvoir depuis des décennies, en proposant un discours en rupture avec la logique d'austérité européenne.

Après la victoire de la coalition Syriza en Grèce en janvier, ce succès redonne espoir : une autre gauche est possible. Même au sein des partis sociaux-démocrates comme le PS français, pour une grande partie des militants, le choix économique de l'austérité ne va pas de soi. D'autant plus que les victoires récentes de mouvements comme Podemos ou Syriza rappellent à tous que des partis sociaux-démocrates alourdis par des

années de pouvoir et parfois par la corruption de leurs dirigeants peuvent s'effondrer brutalement.

Pourtant, comme le prouve la victoire éclatante du parti conservateur anglais, une droite décomplexée reste au pouvoir dans de nombreux pays européens. Dans ces pays, la gauche non-libérale est inexistante ou ne progresse guère, à l'image de Die Linke en Allemagne et du Front de Gauche en France. Cette gauche non-libérale ne fait pas le poids face

à des partis sociaux-démocrates qui, aux yeux des électeurs, restent les seuls sparring-partners légitimes de la droite conservatrice. En Espagne comme en Grèce, c'est l'approfondissement de la crise, des taux de chômage démentiels et

une paupérisation visible d'une grande partie de la population, qui ont amené les électeurs à prendre conscience qu'il était temps de se tourner vers une gauche authentique et combative. Faudra-t-il que l'Allemagne, la France ou la Grande-Bretagne en passent par là pour que la



1 - Pouvons-nous aussi ?



# Le Kazakhstan, nouvel eldorado de la diplomatie décomplexée

L'information n'a pas fait grand bruit, sans doute parce que les pays en -stan n'intéressent pas grand monde, certainement aussi parce que ce genre de nouvelles finit par susciter une certaine lassitude : le dictateur Noursoultan Nazarbaïev, à la tête du Kazakhstan depuis 25 ans (depuis l'indépendance du pays en 1991 – conséquence de la chute de l'URSS), a été réélu Président de la République le 26 avril dernier avec 97,5% des voix.

## Un manque de « choix réel »

Les observateurs de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) ont dénoncé un manque de « *choix réel* ». Pourtant, il y avait bien deux autres candidats à cette élection, qui ont joué les « opposants » de façade pour faire plaisir aux Occidentaux : Abulgazy Koussainov et Tourgoun Syzdykov. Le premier a centré sa campagne sur les questions environnementales, le deuxième aime s'insurger contre les hamburgers et les jeux vidéo. Bref, des adversaires très dangereux qui se sont partagés moins de 3% des voix. L'OSCE a par ailleurs noté des « *restrictions majeures à la liberté d'expression et dans la sphère des médias* ». Étonnant, quand on sait que les médias sont contrôlés par la fille aînée du Président, Dariga Nazarbaeva.

## Un contrat de vente d'hélicoptères au cœur d'une affaire qui éclabousse l'entourage de Nicolas Sarkozy

Si l'information n'a pas fait grand bruit, c'est que Nazarbaïev est un dictateur qui ne gêne pas grand monde en Occident. Il y a même plein d'amis, attirés par les richesses du pays (gaz, pétrole, métaux rares) et les

promesses de contrats juteux pour l'industrie européenne. Ainsi, les relations franco-kazakhes ont été particulièrement florissantes sous l'ère Sarkozy. Certains parlementaires ont été particulièrement actifs, comme Thierry Mariani, Président du groupe d'amitié franco-kazakhstanais à l'Assemblée, ou encore Aymeri de Montesquiou, sénateur du Gers qui est carrément devenu accroc, avec une centaine de déplacements dans le pays à son actif. C'est à cette période, en 2010, que se négocie un contrat de vente d'hélicoptères pour un montant de 2 milliards d'euros. Un contrat qui est aujourd'hui au cœur d'une affaire qui éclabousse l'entourage de Nicolas Sarkozy : plusieurs personnes ont été mises en examen en mars dernier, dont son chargé de mission de l'époque, Jean-François Etienne des Rosaies. Celui-ci est soupçonné d'être intervenu auprès d'un sénateur belge, Armand De Decker, pour l'adoption d'une disposition législative favorisant un homme d'affaires belgo-kazakh, Patokh Chodiev, un proche du Président Nazarbaïev. Ce Chodiev était alors poursuivi en Belgique pour blanchiment d'argent. Le deal aurait donc été le suivant : la France aide Nazarbaïev à sortir ses amis oligarques de leurs ennuis judiciaires en Belgique, et en retour le Kazakhstan achète des hélicoptères français. Le tout assorti de versement de rétro-commissions.

Si François Hollande marque plus de distance avec le dictateur kazakh, l'ambition commerciale de la France dans ce pays reste importante, comme en témoigne la visite présidentielle en décembre 2014. La question qui se pose est la suivante : peut-on réellement faire du business propre dans un pays gouverné par des escrocs ?

**Magali**

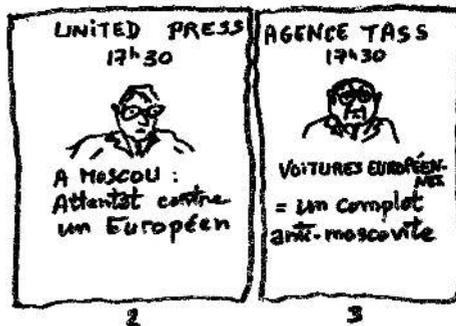


## "La pravda<sup>1</sup> si je mens"

Lors du sommet sur les relations extérieures du 19 mars dernier, le Conseil européen a « souligné la nécessité de contrer les campagnes de désinformation menées par la Russie et a invité la haute représentante, en coopération avec les États membres et les institutions de l'UE, à élaborer pour le mois de juin un plan d'action sur la communication stratégique en faveur de la liberté de la presse et des valeurs européennes. A cet égard, la mise en place d'une équipe de communication constitue une première étape<sup>2</sup> ».

chaîne américaine en russe qui puisse saper l'influence des médias russes en Russie comme auprès des russophones dans le reste du monde<sup>4</sup>. Il s'agirait ici de concurrencer la chaîne russe *Russia Today*, diffusée en anglais, espagnol et arabe, ainsi que la toute nouvelle agence de presse multilingue *Sputnik* – toutes deux accusées par les occidentaux de répandre les idées du Kremlin.

Il semble donc que l'Union européenne et les États-Unis voient en la Russie un sérieux



l'idée est de « monter une équipe à Bruxelles pour faire une veille des médias russes, repérer les mensonges flagrants, identifier quelles vérités y opposer et informer les États membres pour qu'ils agissent », a précisé une source européenne. « L'accent doit être surtout mis sur les pays du Partenariat oriental » (Ukraine, Moldavie, Belarus, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan), où le public russophone est jugé le plus exposé à la diffusion des thèses de Moscou, a-t-elle ajouté<sup>3</sup>.

Avec la création de cette agence d'information et de communication sur la Russie, les Européens vont dans le même sens que les Américains. Aux États-Unis, en effet, le Broadcasting Board of Governors (l'organe bipartite chargé de superviser les médias soutenus par l'Etat) souhaite voir naître une

danger idéologique et soient décidés à se lancer dans une guerre de propagande contre elle. L'affrontement médiatique se superpose ici aux enjeux géopolitiques : la Russie veut à tout prix maintenir son influence historique sur les pays de l'ex-URSS, tandis que l'Occident craint le retour de la Russie sur la scène internationale.

### Marie

1 - *La Pravda* a été le journal du Parti Communiste de l'Union Soviétique. Son titre signifie "Vérité".

2 - Conseil européen :

[www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2015/03/conclusions-russia-ukraine-european-council-march-2015/](http://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2015/03/conclusions-russia-ukraine-european-council-march-2015/)

3 - Chaîne d'information 7sur7 :

[www.7sur7.be/7s7/fr/1505/Monde/article/detail/2254943/2015/03/17/Plan-d-action-europeen-contre-la-desinformation-russe.dhtml](http://www.7sur7.be/7s7/fr/1505/Monde/article/detail/2254943/2015/03/17/Plan-d-action-europeen-contre-la-desinformation-russe.dhtml)

4 - *The Guardian*, daté du 25 avril



# Varoufakis et le menton de l'emploi

Début février, *Le Point* informait ses lecteurs sur le nouveau ministre de l'économie grec en commençant par ces mots : « Carrure de rugbyman, universitaire globe-trotteur, l'économiste Yanis Varoufakis... ». Tandis que le papier de *Challenge* débutait par « Carrure de rugbyman, universitaire globe-trotteur, l'économiste Yanis Varoufakis... ». *La Voix du Nord*, soucieuse de contribuer au pluralisme de la presse, notait quant à elle la « carrure de rugbyman » et le profil d'« universitaire globe-trotteur » de Yanis Varoufakis. Bref, chacun a publié la même dépêche AFP et personne ne s'est cassé la tête à écrire un vrai papier.

Dans ce copié-collé, on apprenait également, quel que soit le journal, que le nouveau ministre « fait entendre une différence qu'il cultive aussi dans son allure : crâne rasé, mâchoire carrée, chemises bariolées et T-shirts à la mode plutôt que costume gris ». Le journaliste du *Huffington Post* avait fait un louable effort de personnalisation de la dépêche, en notant « la différence de style, d'idées et de méthode que Yanis Varoufakis cultive avec soin : crâne rasé, mâchoire carrée, chemises imprimées et T-shirts à la mode, tout dans son apparence indique qu'il ne veut pas ressembler aux technocrates européens en costume gris ». Notez la différence : la chemise n'est plus « bariolée », mais « imprimée ». Est-ce le résultat d'une investigation poussée ou d'une imagination audacieuse ?

Retenons de cette dépêche recopiée *ad nauseam* que Varoufakis « cultive » son



menton carré. Ainsi, chaque matin, non content de se raser la barbe et le crâne, le ministre consacre du temps à mouler son menton en carré.

Le sommet de l'analyse a été atteint début avril par *M*, le magazine du *Monde*, sorte de *Paris-Match* des cadres sup. Marc Baugé y évoquait la visite remarquée de Varoufakis au Royaume-Uni en ces termes : « L'homme au crâne rasé et à la mâchoire carrée est apparu vêtu d'une parka en cuir noir évoquant les pires heures du proxénétisme. »

Pourquoi ce traitement de faveur pour le ministre grec ? Evoque-t-on Jean-Claude Juncker en disant « le président qui ne ressemble à rien » ? Présente-t-on Michel Sapin comme « le ministre au crâne luisant », en le soupçonnant de passer celui-ci au lustrant tous les matins ?

Il semble que sortir de l'orthodoxie néolibérale expose à ce genre d'attaque. Souvenons-nous de Chavez, traité de « gorille bolivarien » par Alexandre Adler en 2004, au milieu d'une pseudo-analyse politique... Comparons aussi les photos de Mélenchon dans *Le Monde* avec des photos bien

Suite p5



## Öcalan est-il sud-africain ?

La situation des Kurdes à la suite de l'embrasement syrien et du développement de l'Etat Islamique ne cesse d'évoluer et de nous interroger. Dans les précédents numéros du PIAF, nous avons évoqué la chance historique des Kurdes de Turquie de pouvoir enfin fonder un Etat, à la faveur de ces événements et des erreurs du président turc Erdogan.

Fin février et début mars, deux déclarations d'Öcalan, le leader emprisonné du Parti des travailleurs kurdes de Turquie (PKK), ont remis partiellement en question cette idée. Le vieux leader aurait pu appeler son peuple au soulèvement – ce qui aurait été facile compte-tenu de la tension à la frontière turco-syrienne. Or il a appelé au calme. Il aurait pu exiger la création immédiate d'un Etat kurde, une revendication audible internationalement grâce à la première place des Kurdes dans le combat anti-Daesh... il dit le contraire, ce qui prend Erdogan à contre-pied<sup>1</sup>. A cela, plusieurs explications, qui témoignent de la finesse et de l'habileté que le leader kurde a acquis au cours de son long séjour en prison.

Öcalan a compris qu'un nouveau soulèvement serait coûteux en vies humaines et plus qu'incertain militairement, alors qu'un appel au calme oblige Erdogan à plus de prudence. Le président turc ne peut plus dégainer malgré sa popularité : s'il apparaissait comme l'agresseur, il risquerait de perdre le soutien de son peuple et de ses alliés. Le prisonnier a enfermé le président,

l'obligeant politiquement à une négociation qui pourrait déboucher sur de nouveaux droits pour les Kurdes et une quasi-autonomie.

Une autre explication de cette stratégie est à chercher dans les rivalités kurdes. Si l'organisation kurde de Syrie et d'Irak, l'YPG, et le PKK sont aujourd'hui proches par leurs idées, les ambitions des Kurdes de Syrie, enrichis par le pétrole et armés par les alliés anti-EI, gênent sans doute le PKK : celui-ci ne souhaite pas être doublé dans la création et la direction d'un Etat kurde trans-frontières. Il préfère donc, à défaut d'occuper le terrain militaire, conquérir le terrain médiatique et temporiser la revendication d'un Etat kurde.

Comme Mandela, Öcalan aura été enlevé, jugé inéquitablement, enfermé longtemps, et sera passé du statut de terroriste à celui de sage œuvrant pour la paix. Souhaitons-lui de réussir aussi bien que Mandela et, comme celui-ci, de libérer son peuple sans verser de sang.

### Jmj

1 - Tandis que celui-ci fait tout pour exaspérer les Kurdes : refus de laisser les Kurdes de Turquie partir combattre aux côtés de ceux de Syrie ; répression sauvage des manifestations ; campagne d'intimidation et d'emprisonnement de militants kurdes... Erdogan disait récemment que, s'il avait été premier ministre à l'époque de l'arrestation d'Öcalan (1999), il l'aurait fait pendre.

## Varoufakis et le menton de l'emploi (suite de la p4)

connues d'Hitler éructant ou de Mussolini avançant le menton en serrant le poing<sup>1</sup>... étrange ressemblance, non ? Comme *Le Monde* est un journal sérieux, il ne dit pas que ..., il se contente de le suggérer.

De même, personne ne dit explicitement que Varoufakis est une brute qui ne peut pas

être un ministre pour de vrai. Mais, sérieusement, peut-on confier un ministère des finances à un type qui a le menton carré ?

### Folubert Sansonnet

1 - André Gunther, « De Hitler à Mélenchon. Petite généalogie de la diabolisation visuelle », 14 mai 2013, [www.acrimed.org/article4068.html](http://www.acrimed.org/article4068.html)



## Ce n'est pas le pen d'en parler

Le Front National - petit parti si l'on se réfère à son nombre d'élus - s'est peu à peu emparé du premier plan politique dans les médias. Jean-Marie, Marine et Marion Maréchal Le Pen ainsi que Florian Philippot ont réussi à occuper les éditos de tous les journaux. Cette avalanche d'informations les concernant est impressionnante, au point que le récit des disputes père-fille a gommé les mises en examen des cadres du parti.

Bien entendu, au nom de la démocratie et de la représentativité des partis élus, ces hommes et femmes politiques ont le droit d'être reçus à une heure de grande écoute comme les autres. Mais pourquoi sont-ils reçus avec les mêmes honneurs et le même traitement que les autres ? Ne sont-ils pas ouvertement racistes, populistes et dangereux ? Ne regarde-t-on pas de l'étranger la montée du FN comme un retour des idéologies nauséabondes en Europe ? Alors pourquoi les représentants du FN sont-ils si bien reçus ?

Ils sont accueillis dans les médias avec un ton mondain, presque complice pour leur servir sur un plateau leurs sujets préférés : on ne les interpelle pas sur l'économie ou les finances de leur parti mais on les invite bien au contraire pour parler d'immigration ou de faits divers sordides. Il faut bien reconnaître que ce sont de bons clients : toujours prêts à sauter sur un plateau de radio ou télévision de bon matin pour commenter

l'actualité ; le mot méchant à la bouche, la critique facile. Rien ne les arrête pour critiquer le gouvernement en place ou le précédent. Pire encore, ils présentent avec un ton policé les solutions les plus idiotes que votre pire voisin pourrait inventer. Du racisme - à mots couverts bien sûr - pour bien faire comprendre qui sont pour eux les coupables de l'insécurité ; des chiffres parfaitement faux brandis pour faire taire un opposant ; des idées économiques sans queue ni tête.

La plupart des journalistes les laissent s'exprimer, d'autres leur répondent pour relancer leur mécanique malodorante. Pourtant la grande majorité des journalistes est certainement opposée aux idées d'extrême-droite. S'ils les reçoivent si bien, c'est bien entendu au nom de la démocratie... mais c'est sans-doute aussi pour plaire à leurs auditeurs qui votent de plus en plus FN. Et c'est surtout parce que cette idéologie nauséabonde est nouvelle dans les médias de grande écoute, bien différente de celle déversée par les partis traditionnels, bien plus simpliste que les propositions de la gauche de la gauche. Peut-être ces journalistes offrirait-ils le même tapis rouge à un Alexis Tsipras français s'il en existait un ? En attendant, ils ouvrent la voie à un courant politique qui n'avait pas un accès aux médias aussi grand ouvert depuis les années 40...

**G.K.W. VanDenParanbom**

---

## ¿ Podemos tambien ? (suite de la Une)

gauche se réveille dans ces pays et que l'on mette enfin par terre une économie trop libérale qui conduit toute l'Europe à la ruine ?

Faisons le pari que l'alternative au libéralisme peut s'imposer avant que la crise n'emporte tout ! A condition de se mobiliser et de cesser les faux-semblants qui permettent à des Hollande ou à des Valls de

se présenter comme des représentants de la gauche, une autre gauche peut remporter des victoires. ; Podemos tambien !

## Le Piaf



# Tous les cadavres n'ont pas la même odeur

Les medias, télévision en tête, se délectent d'un cirque où les non-événements et les « vrais » événements se mélangent entre l'inutile et le honteux.

Avec les attentats de janvier dernier, le paroxysme du mauvais goût a été atteint avec le dialogue par téléphone

entre des « journalistes » et le bourreau du super-marché de la porte de Vincennes...

Mais l'info doit être continue en apportant sans cesse un zeste de nouveauté quoi qu'il en coûte. Le mois de mars nous a offert une conjonction rare - un peu comme les éclipses - la rencontre entre

l'info de merde et la télé-poubelle, avec un accident mortel de « people » dans le cadre d'une émission de télé-réalité. Le système médiatique s'est emballé en dégoulinant d'émotion et de commentaires larmoyants sur ces stars fauchées en pleine « gloire »... même le Président et le premier Ministre se sont crus obligés de commenter. Pourtant, ce n'était pas un événement mais tout juste un banal fait divers.

Non, on ne peut pas utiliser l'émotion de la même façon quelles que soient les événements et les victimes.

Mais, l'info « continue » poursuit sa course folle vers d'autres sujets, d'autres images croustillantes comme les exécutions monstrueuses de l'EI qu'on montre 100 fois dans la journée tout en faisant semblant de s'interroger sur la déontologie et la nécessité de faire de la pub aux ordures assassines...

**CATASTROPHE en mer ?**  
 Notre confrère *Plufadass* s'est écrasé en hélicoptère. Avec toute notre émotion nous allons lui consacrer notre journal de 20 heures.  
 (Le bateau sur lequel il s'est écrasé contenait 200 migrants, qui ont péri)



Pendant ce temps, ces grands comiques que sont les membres de l'internationale intégriste font un carton plein au Kenya en tuant plus de 150 personnes, des étudiants pour la plupart, triés au saut du lit en fonction de leur religion et abattus froidement.

Malgré le chiffre colossal et le symbole que représente l'attaque d'un lieu de culture et de savoir, ces victimes là semblent valoir moins que d'autres. Si l'on en croit la place laissée dans les médias, le crash de l'airbus dans les Alpes était bien plus important. Ou alors peut-être, dans l'info spectacle que nous subissons, le suicide d'un copilote est-il plus novateur qu'un massacre islamiste de plus ?

Jmj



# Projet de loi sur la santé : de bonnes idées, et après ?

Présenté à l'automne 2014, le projet de loi sur la santé est examiné depuis mars 2015 par le Parlement. De ce projet, on a essentiellement retenu la proposition de généralisation du tiers-payant, contestée par les médecins. Ce projet est pourtant bien plus riche que ce que la paresse journalistique en a laissé entrevoir.

Plusieurs mesures concrètes ciblent les publics les plus vulnérables. Outre la généralisation du tiers-payant pour les consultations de ville, le projet prévoit d'encadrer les tarifs des prestations d'optique et de prothèses dentaires délivrés aux bénéficiaires de l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé (ACS), c'est-à-dire les patients juste pas assez pauvres pour bénéficier de la CMU. Beaucoup d'enfants de milieux modestes n'étant pas suivis régulièrement par un pédiatre, le « *parcours de soins coordonné* » sera étendu aux enfants, pour renforcer le suivi médical autour d'un médecin traitant.

Les enfants d'ouvriers sont dix fois plus victimes d'obésité que les enfants de cadres... La santé des plus pauvres n'est pas seulement un problème d'argent mais aussi d'éducation. La ministre souhaite donc renforcer l'éducation à la santé par l'école et offrir « *une information nutritionnelle synthétique, simple, accessible [à] tous* » sur la face avant des produits alimentaires. La mise en œuvre reste cependant assez floue.

Si ces mesures vont dans le bon sens, d'autres mesures plus globales d'organisation du système de santé portent hélas la marque des libéraux au pouvoir. En particulier, les hôpitaux d'un territoire donné devront se rassembler en groupements hospitaliers de territoire (GHT) pour se partager l'offre de soins. On pressent une réduction de l'offre de soin de proximité (si le territoire en question est vaste) sous couvert de « *rationalisation* », d'autant plus que

les cliniques privées pourront être associées aux GHT. Pourra-t-on encore se faire soigner à l'hôpital si le soin est proposé par une clinique du GHT ?

Autre réforme de structure, la création du « *service territorial de santé au public* », qui tente de s'attaquer à la dispersion du système de santé : multiplicité des acteurs, manque de coordination, manque de suivi des patients... Il s'agirait d'un contrat entre les acteurs de la santé d'un territoire donné (médecins de ville, professionnels libéraux paramédicaux, établissements de santé, médico-sociaux et sociaux) « *pour apporter une réponse commune et coordonnée aux difficultés d'accès aux services de santé ou de continuité de ces services* ». Tout dépendra de la bonne volonté des acteurs...

La difficulté de redonner du souffle à notre système de santé se retrouve dans une série de mesures qui ressemblent plus à des rustines qu'à un traitement de fond. Ainsi de la création de « *super-infirmiers* », à la formation et aux missions intermédiaires entre celles des infirmiers et des médecins. Seront-ils des médecins au rabais pour les territoires désertés par les médecins ? De même, pour pallier la pénurie de médecins du travail, la seule idée de la ministre est d'étendre le champ d'action des « *collaborateurs médecins* », sortes de « *sous-médecins du travail* » créés en 2012.

Les ambitions affichées du projet de loi nécessiteraient de renverser les orientations néo-libérales des dernières années : redonner des moyens aux établissements publics, assurer le financement de l'Assurance maladie, contrôler le prix des médicaments, supprimer les honoraires libres... Mises en œuvre dans le cadre politique actuel, les bonnes idées du projet de loi risquent de rester des vœux pieux.

**Folubert Sansonnet**



# La tortue et la tortue



le lièvre et les tortues  
(ou quand la Justice lèvre un lièvre)

La justice française est réputée pour sa lenteur<sup>1</sup>.

Elle atteint cependant des sommets lorsqu'il s'agit d'affaires politiques ou politico-financières.

Les affaires Chirac ont tellement traîné en longueur que ce vieux malin a pu jouer la carte du gâtisme pour une partie et de la prescription pour les autres.

Les époux Tibéri, successeurs de ce même Chirac, ont finalement été (légèrement) condamnés mais à ce moment-là, leur carrière politique était déjà derrière eux...

Les époux Balkany sont enfin mis en examen après avoir sévi pendant plus d'un quart de siècle dans les Hauts-de-Seine et il faudra peut-être encore dix ans pour qu'ils soient condamnés pour une partie de leur « œuvre<sup>2</sup> ».

Nicolas Sarkozy est nommé, impliqué ou inquiété dans une dizaine d'affaires<sup>3</sup>. Mais grâce à quelques fautes de procédure et aux

délais de la justice, il peut encore espérer, après avoir repris sans complexe la direction de l'UMP, se porter à nouveau candidat pour l'Élysée (et potentiellement obtenir cinq nouvelles années d'immunité).

Il serait urgent de donner les moyens aux magistrats de travailler plus vite afin d'obtenir des résultats dans des délais raisonnables et des condamnations qui puissent avoir un impact véritable<sup>4</sup>.

**Jmj**

1 - Elle est épinglée régulièrement sur ce sujet dans les rapports de l'Union européenne ou dans ceux d'ONG spécialisées.

2 - Les Balkany ont été mis en examen en février 2015 pour « blanchiment de fraudes fiscales » (en cause : l'acquisition d'une villa à Saint-Martin et d'une autre à Marrakech). Comme Patrick et Isabelle Balkany ont aujourd'hui 67 et 68 ans, cela va beaucoup gêner leur future carrière.

3 - L'une des plus anciennes remonte tout de même à 1995 ! Et *Mediapart* fait état (le 5 avril 2015) d'une liste de 25 proches de Sarko mis en examen.

4 - Peut-être alors verra-t-on aboutir l'affaire Boulin, qui ne dure jamais que depuis...1979.



## Gaz de France

D'après un rapport commandé par l'ex-ministre de l'économie, Arnaud Montebourg, le sous-sol français renfermerait un véritable trésor. Ce rapport estime en effet la valeur des gisements de gaz de schiste à 224 milliards d'euros : de quoi financer plus de 200 000 emplois, d'améliorer la croissance du PIB de 1,7 point par an en moyenne et de couvrir les besoins en gaz de la France durant cette même période. Alors pourquoi ne pas tirer parti de cette manne inespérée et se lancer enfin, comme les Américains, dans l'exploitation du gaz de schiste ?

Trois arguments plaident contre l'abrogation de la loi Jacob qui interdit depuis 2011 l'exploitation des gaz de schiste par fracturation hydraulique<sup>1</sup> en France. D'abord, la propension des lobbys pétroliers à exagérer l'importance des réserves de gaz de schiste. D'après Aurélien Saussay, économiste à l'OFCE, la valeur des réserves de gaz de schiste présentes en France est probablement largement surévaluée. En effet, si on appliquait aux gisements français les méthodes qu'on utilise pour estimer la valeur des gisements américains, en tenant compte des difficultés techniques qu'ont connues la plupart des exploitants, la baudruche se dégonflerait brutalement. On passerait, selon Saussay, de 224 milliards d'euros à ... 15 milliards. L'estimation haute, retenue dans le rapport, ne vaudrait que si tous les gisements français avaient les mêmes caractéristiques géologiques que le plus productif des gisements américains, ce qui est bien sûr très improbable.

Deuxième argument : le niveau très bas des cours des énergies fossiles. Le prix du pétrole est actuellement de 50 dollars le baril, après avoir été au-dessus des 100 dollars il y a moins d'un an. Dans ces conditions, l'exploitation du gaz de schiste (dont le

cours est indexé sur celui du pétrole) n'est plus rentable. De nombreux puits sont d'ailleurs en train de fermer aux Etats-Unis. L'ironie de l'histoire, c'est que l'une des principales raisons de l'effondrement du prix du pétrole est le développement de l'exploitation des gaz et des pétroles non conventionnels en Amérique du Nord. Se lancer à corps perdu dans l'extraction du gaz de schiste en France ne ferait que contribuer à diminuer les prix, rendant cette activité encore moins rentable. D'un point de vue strictement économique, il vaut mieux donc laisser les réserves dormir et attendre encore quelques décennies que le cours du pétrole remonte à des niveaux très élevés, suite à l'épuisement des réserves de pétrole conventionnel (« l'or noir »).

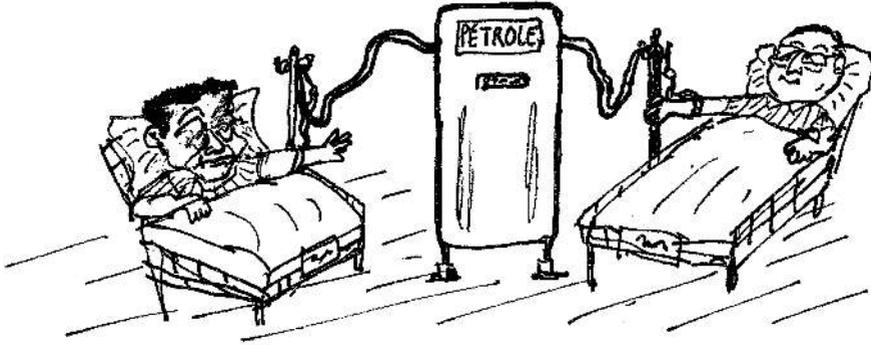
Enfin, d'un point de vue écologique, l'exploitation du gaz de schiste est une activité tout à fait irresponsable. Les carburants non conventionnels, comme le gaz de schiste, contribuent à repousser le moment où les ressources d'énergie fossile de la planète seront épuisées. Ils donnent le sentiment qu'il n'y a plus d'urgence à opérer une transition vers des modes de production plus écologiques. En baissant les prix du pétrole, ils ne nous incitent pas à investir dans les énergies alternatives et nous poussent à continuer à émettre des gaz à effet de serre bien au-delà du raisonnable. Pour le bien de la planète, et dans l'intérêt des humains qui la peuplent, il y a urgence à ne pas réformer la loi sur les gaz de schiste.

### Alex

1 - Méthode actuellement utilisée pour exploiter ces ressources, qui consiste à injecter un fluide (un mélange d'eau et de produits chimiques) à très haute pression pour fracturer la roche et libérer le gaz qui y est piégé. Cette méthode est particulièrement néfaste pour l'environnement.



# Mieux vaut Qatar que jamais



**L**a France sous influence, Vanessa Rati-  
gnier et Pierre Péan, Fayard 2014.

Ce livre aborde les relations troubles et dérangeantes entre les élites françaises et le pouvoir qatari, les passe-droits accordés à ces derniers par les premiers et les changements de la « politique arabe de la France » depuis Jacques Chirac.

Chapitre après chapitre, on découvre comment nos hommes politiques se laissent acheter au nom de l'intérêt économique de la nation, de leur parti ou de leur propre personne.

Comment le minuscule Qatar avec ses

300 000 habitants a pu se payer une influence internationale non négligeable ? Comment cet Etat qui ne connaît pas la liberté finance les Frères musulmans et de nombreux groupes terroristes, parvient à être tellement bien vu dans les démocraties occidentales ?

Hydrocarbures, œuvres d'art, investissements immobiliers, création d'Al Jazeera ou achat de clubs de sport (parfois même de compétitions comme la coupe du monde de foot) ... cette enquête passionnante, mais un tantinet déprimante, met, sans fioritures et sans détours, les « points sur les i » à propos de cette monarchie inquiétante.

Jmj

©opyleft

La diffusion de ce journal est régie par une licence Creative Commons.

Vous êtes libres de reproduire, distribuer et communiquer cette création dans les conditions suivantes :

# Citer les auteurs # Ne pas utiliser à des fins commerciales # Utiliser cette même licence (chacune de ces conditions peut être levée avec notre autorisation).

<http://www.creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/>

Maquette réalisée sous logiciel libre Scribus  
Dessins bidouillés sous logiciel libre Gimp

ISSN : 1957-0031

Association loi 1901 « Le Piaf »

2&4 boulevard Ornano

75018 Paris - France

[contact@le-piaf.org](mailto:contact@le-piaf.org)

[www.le-piaf.org](http://www.le-piaf.org)

Directeur de la publication

du numéro 77 : Jean-Marc Jacob

Comité de rédaction : Alex D., Benj,

Bo.F., Cathy Ré, Cecile V., Cluc,

Gaël Mahé, JMJ, Katerina Bauhaus,

Laurence, M. Solal, Magali, Marie,

Oliver Carmine, Patrick, PB,

Pierre Fouilhoux, Robert Moiseau.



N°77 - Mai-Juin 2015

**Manifestation, deux ans après la mort de Clément Méric** - Samedi 6 juin à Bastille (Paris) à 14h.

**Festival Alterniba** de Saint-Quentin-en-Yvelines, les 6 et 7 juin à La Verrière.

**Festival Ciné-Palestine** Festival Ciné-Palestine - Du 29 mai au 7 Juin - Cinéma Du Les trois luxembourg à Paris - festivalpalestine.paris/

Venez soutenir **Thomas Coutrot, faucheur de chaises HSBC et BNP**, convoqué au commissariat le mercredi 10 juin à 8h30, devant le commissariat situé Passage Charles Dallery Paris 11e. www.convergence-sp.org/spip.php?article1568

Grève et manifestation contre la **réforme du collège**. Appel intersyndical pour le 11 juin.

**Cercle de silence** contre le traitement inhumain des sans-paiers, à Versailles. Jeudi 11 juin entre 18 h et 19 heures au marché aux fleurs (angle avenue de St Cloud / avenue de l'Europe).

**Manifestations des hôpitaux de Paris** - jeudi 11 juin devant l'avenue Victoria à Paris.

**Pour la reconquête et le développement des services public.** 13 et 14 juin à Géréat (23). www.convergence-sp.org

**Journée de mobilisation - procès des 1000 vaches** de 9 militants de la Conf' paysanne. Mercredi 17 juin à Amiens.

**Festival de films « Résistances »** du 3 au 11 Juillet à Foix (09).

**Rassemblement estival à Notre Dame des Landes** le 11 juillet. acipa.secretaire@free.fr

**8e AlterVillage d'Attac** du 10 au 17 juillet à Vigan dans le lot.

**Festival « La Belle Rouge »** de la Compagnie Jolie Môme du 24 au 26 juillet à Saint-Amant-Roche-Savine (63).

**AlterTour 2015** du 18 juillet au 23 août 2015 www.altercampagne.net/?page\_id=150

**Université d'Été d'Attac France** du 25 au 28 août à Marseille. Informations complémentaires : ue2015-contact@attac.org.

Ecouter l'émission **Modes d'Emploi** (modes-d-emploi.net) sur radio FPP 106.3 et rfpp.net tous les vendredis à 20h30.

paris.demosphere.eu rezo.net/agenda

[ Bulletin d'Abonnement ]

Le Piaf est un journal participatif à contenu gratuit, sous format électronique et surtout papier pour que le plus grand nombre de personnes puissent y avoir accès, pour le lire et le partager.



Vous pouvez l'imprimer à partir du site www.le-piaf.org

Si vous souhaitez devenir diffuseur du Piaf, nous vous proposons aussi de vous en envoyer un grand nombre à prix coûtant.

Nous cherchons aussi des lieux de dépôt pour indiquer à nos lecteurs où trouver des Piaf.



Les chèques sont à adresser à l'ordre de: Le Piaf  
Le Piaf - 2&4 bvd Ornano  
75018 Paris - France

JE SOUHAITE :

1 ABONNEMENT ANNUEL INDIVIDUEL = 12 €

RECEVOIR PLUSIEURS EXEMPLAIRES D'1 NUMÉRO

30 EX = 4,60 €  100 EX = 9 €

PROPOSER UN LIEU DE DÉPÔT

ADHÉRER À L'ASSOCIATION LE PIAF = 15 € (OU + SI AFFINITÉS)

FAIRE UN DON

NOM .....

PRÉNOM .....

ADRESSE .....

.....

.....

EMAIL .....